



**Audit - Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **GROUPE D'ŒUVRES SOCIALES DE BELLEVILLE** **« GOSB »**

Association sans but lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 162, rue de Belleville  
75020 PARIS

SIRET : 775.695.752.00011

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## **GROUPE D'ŒUVRES SOCIALES DE BELLEVILLE - « GOSB »**

Association sans but lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 162, rue de Belleville

75020 PARIS

SIRET : 775.695.752.00011

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents de l'Association **GROUPE D'ŒUVRES SOCIALES DE BELLEVILLE**

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **GROUPE D'ŒUVRES SOCIALES DE BELLEVILLE** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes suivantes de l'annexe :

- Note 3.9.1 de l'annexe « Provisions pour risques » exposant le risque de reversement de l'IMP à l'Agence Régionale de Santé.
- Note 5.4 de l'annexe « Contentieux » relatif au litige avec la société Demathieu & Bard, entreprise générale de bâtiment en charge du projet de restructuration en 2015 et qui expose l'incertitude relative à la continuité d'exploitation si le GOSB devait être amené à honorer le préjudice estimé par cette entreprise.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

## Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 17 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO



Jean-Yves MACÉ

## Bilan Actif

ACTIF	Exercice 31/12/2023			Exercice 31/12/2022
	Brut	Amort.& Prov	Net	Net
(En EUROS)				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Frais d'établissement				
Logiciels	26 549	26 549		
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	1 500 000		1 500 000	1 500 000
Constructions	15 292 705	7 023 379	8 269 326	8 864 283
Inst.techniques et Matériel	617 323	513 546	103 776	97 571
Autres immobilisations corporelles	1 497 982	1 113 344	384 638	384 587
Immobilisations corporelles en cours	14 333		14 333	14 333
Avances et acomptes	8 039		8 039	9 412
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Autres immobilisations financières	103 182		103 182	99 898
<b>TOTAL ( I )</b>	<b>19 060 112</b>	<b>8 676 818</b>	<b>10 383 294</b>	<b>10 970 083</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stock et en-cours</b>				
Matières premières et approvisionnements				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	8 993		8 993	7 167
<b>Créances exploitation</b>				
Financiers - Usagers et comptes rattachés	643 782	222 149	421 632	325 096
Autres	796 241	33 723	762 518	776 032
<b>Placements</b>	50 047		50 047	49 955
<b>Disponibilités</b>	1 979 243		1 979 243	1 983 010
<b>Comptes régularisation actif</b>				
Charges constatées d'avance	93 205		93 205	79 673
<b>TOTAL ( II )</b>	<b>3 571 510</b>	<b>255 872</b>	<b>3 315 638</b>	<b>3 220 932</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
<b>TOTAL GENERAL ( I-III )</b>	<b>22 631 622</b>	<b>8 932 691</b>	<b>13 698 931</b>	<b>14 191 015</b>

## Bilan Passif

PASSIF	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	694 002	694 002
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	1 500 000	1 500 000
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 190 817	1 190 817
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	661 792	661 792
Autres		
Report à nouveau	-3 188 717	-2 379 595
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	70 682	17 348
Excédent ou déficit de l'exercice	401 415	-809 122
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	49 022	-624 490
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>597 517</b>	<b>196 102</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 469 369	5 986 936
Provisions réglementées		
<b>Total ( I )</b>	<b>6 066 886</b>	<b>6 183 038</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	93 697	42 690
Fonds dédiés d'investissements	1 301 001	1 355 774
<b>Total ( II )</b>	<b>1 394 697</b>	<b>1 398 464</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 557 355	1 413 757
Provisions pour charges		
<b>Total ( III )</b>	<b>1 557 355</b>	<b>1 413 757</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 677 255	3 107 399
Emprunts et dettes financières diverses	236 152	446 986
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	465 264	462 329
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	852 732	978 016
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 598	16 499
Autres dettes	82 575	1 196
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	354 417	183 330
<b>Total ( IV )</b>	<b>4 679 993</b>	<b>5 195 756</b>
Ecart de conversion Passif ( V )		
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV + V )</b>	<b>13 698 931</b>	<b>14 191 015</b>

## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<i>Cotisations</i>	150	180
<i>Ventes de biens et services</i>		
<i>Ventes de biens</i>		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>dont ventes de biens des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>		
<i>Ventes de prestations de service</i>	4 067 304	3 669 646
<i>dont parrainages</i>		
<i>dont ventes de prestations de services des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	882 117	818 797
<i>Produits de tiers financeurs</i>		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	5 242 113	6 191 889
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Contributions financières</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	7 000	39 878
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>	76 546	82 807
<i>Autres produits</i>	1 249 369	1 050 727
<b>Total (I)</b>	<b>10 642 482</b>	<b>11 035 127</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
<i>Achats de marchandises</i>		
<i>Variation de stock</i>		
<i>Achats de matières premières et autres approvisionnement</i>	460 170	426 941
<i>Variation de stock</i>		
<i>Autres achats et charges externes</i>	1 574 550	1 400 283
<i>Aides financières</i>		
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	602 447	586 340
<i>Salaires et traitements</i>	4 747 665	4 945 766
<i>Charges sociales</i>	1 880 245	1 905 524
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>	761 076	844 133
<i>Dotations aux provisions</i>	5 725	1 406 757
<i>Reports en fonds dédiés</i>	74 437	323 303
<i>Autres charges</i>	336 563	321 447
<b>Total (II)</b>	<b>10 442 878</b>	<b>12 160 493</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>199 604</b>	<b>-1 125 367</b>

## COMPTE DE RESULTAT (suite)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	16 559	1 233
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total ( III )</b>	<b>16 559</b>	<b>1 233</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	96 165	107 461
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total ( IV )</b>	<b>96 165</b>	<b>107 461</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER ( III - IV )</b>	<b>-79 606</b>	<b>-106 229</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts ( I - II + III - IV )</b>	<b>119 998</b>	<b>-1 231 595</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	13 692	28 213
Sur opérations en capital	439 820	425 633
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total ( V )</b>	<b>453 512</b>	<b>453 846</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	27 220	31 372
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	144 873	
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI )</b>	<b>281 419</b>	<b>422 474</b>
Participation des salariés aux résultats ( VII )		
Impôts sur les bénéfices ( VIII )		
<b>Total des produits ( I + III + V )</b>	<b>11 112 553</b>	<b>11 490 205</b>
<b>Total des charges ( II + IV + VI + VII + VIII )</b>	<b>10 711 138</b>	<b>12 299 327</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>401 415</b>	<b>-809 122</b>
<b>REPRISE DE RESULTAT ANTERIEURS</b>	<b>91 807</b>	<b>177 153</b>
<b>RESULTAT EFFECTIF</b>	<b>493 222</b>	<b>-631 969</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	5 649	5 817
<b>TOTAL</b>	<b>5 649</b>	<b>5 817</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens et services		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	5 649	5 817
<b>TOTAL</b>	<b>5 649</b>	<b>5 817</b>



# **ANNEXE DES COMPTES ARRETES**

## **AU 31/12/2023**

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'association pour l'exercice ouvert du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

Les comptes annuels se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2023 :

- Total du bilan : **13 698 931 €**
- Un résultat comptable excédentaire (avant la reprise de résultat n-2) de : **401 415 €**
  - ✓ dont excédent de l'activité en propre : **352 393 €**
  - ✓ dont excédent de l'activité sous contrôle : **49 022 €**
- Un résultat effectif excédentaire (après la reprise de résultats antérieurs pour un montant de 91 807 €) de : **493 222 €**

<b>Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (GOSB)</b>
--

L'association « Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville » (GOSB) a pour but de créer, de gérer ou de soutenir toutes institutions sociales et spécialement celles qui s'adressent aux plus défavorisés.

Reconnue d'utilité publique le 12 janvier 1922, le GOSB est une association gestionnaire :

- d'établissements sous gestion contrôlée avec des tutelles différentes : Etat, Caisse d'Allocations Familiales (CAF), Agence Régionale de Santé (ARS) et la Ville de Paris ;
- d'établissements sous gestion propre, sans financement public ou très peu, dont l'autonomie et la responsabilité relèvent de la structure gestionnaire.

Pour répondre aux besoins et pérenniser ses activités, l'association gère depuis 2015, par le biais de son siège, les établissements suivants :

- 3 structures d'accueil petite enfance (166 berceaux) ;
- 1 Institut Médico-Educatif (IMP), anciennement appelé Institut Médico-Pédagogique, agréé pour 48 places pour la section « Déficience Intellectuelle » et 12 places pour la section « Autisme » ;
- 1 centre de Protection Maternelle Infantile (PMI) ;
- 1 Centre de Santé Sexuelle (CSS) anciennement appelé Centre de Planification et d'Education Familiale ;
- 2 centres de santé polyvalents : le premier à Belleville (CSB) et le second à Villepinte (VGA).

Les deux centres de santé polyvalents sont sous gestion propre (ainsi que le siège). Le reste des établissements sont sous gestions contrôlée.

## **1. FAITS MAJEURS**

### **1.1 MODIFICATIONS DU PERIMETRE DE L'ASSOCIATION INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE**

Le périmètre de l'association n'a pas évolué au cours de l'année 2023.

Pour mémoire, depuis le 8 février 2016, un mandat de gestion de l'association GOSB a été confié à l'association AURE. Il a été renouvelé en 2023 jusqu'au 8 février 2025. Il repose sur un certain nombre d'orientations attendues qui doivent aboutir notamment à une meilleure maîtrise de nos charges, une diminution de nos coûts de fonctionnement, mais aussi à une optimisation de nos capacités d'accueil des établissements d'accueil du jeune enfant, et de nos prestations de santé (centres de santé, CSS et PMI) et médico-sociales (IME) ainsi qu'un renforcement qualitatif de nos méthodes d'intervention. Le dernier avenant, signé en 2023, comporte un plan d'actions avec pour objectif la viabilisation des activités en difficultés financières répétées : les 3 Etablissements d'accueil du jeune enfant et le Centre de santé de Belleville.

### **1.2 AUTRES FAITS MAJEURS AYANT UN IMPACT SIGNIFICATIF SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE**

#### **1.2.1 Impact sur la masse salariale**

La PMI et le CSS ont obtenu un accord de financement du SEGUR par le Conseil de Paris en 2023. Ils ont appliqué la valorisation salariale en 2023 avec effet rétroactif au 1er avril 2022.

Suite à la décision de la Cour de cassation du 13 septembre 2023 considérant désormais que les arrêts maladie constituent des périodes de travail effectif, les salariés en arrêt de travail sont en droit d'acquiescer des congés payés, y compris lorsque leur arrêt maladie a une origine non-professionnelle. Ceci est donc mis en œuvre au GOSB et impacte les comptes sous forme de provision à partir du second semestre 2023.

#### **1.2.2 Indus de 2021 CAF – Etablissements d'Accueil du Jeune Enfants**

Un montant d'indus de 144 872,66 euros sur la subvention PSU versée par la CAF pour les EAJE (Etablissements d'accueil du jeune enfant) sur l'exercice 2021 a été comptabilisé suite à un contrôle réalisé en 2023 concernant l'année 2021.

### **1.2.3 Aides financières exceptionnelles Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant**

Les établissements d'accueil du jeune enfant du GOSB ont reçu fin 2023 une aide financière exceptionnelles de deux financeurs publics. La Ville de Paris a accordé une aide d'un montant de 150 000 euros. La Caisse d'Allocations Familiales a accordé une aide d'un montant de 250 000 euros.

### **1.2.4 Plan d'actions en cours**

En cohérence avec les orientations stratégiques et le mandat de gestion, un plan d'actions a été mené en 2023 dans un objectif de viabilisation des EAJE et du Centre de Santé de Belleville. Il met en œuvre des leviers d'optimisation pour améliorer les produits et des leviers de maîtrise de coûts pour diminuer les dépenses de fonctionnement. Ce plan d'action est toujours en cours.

### **1.2.5 Autres événements**

L'ARS a validé en 2023 le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) qui lui a été soumis pour l'Institut Médico-Pédagogique. Les travaux et investissements à réaliser dans ce cadre s'inscrivent dans la période 2023-2026.

Le Centre de Santé de Belleville a développé une nouvelle activité d'IVG instrumentale.

## **2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **2.1 PRINCIPES COMPTABLES RETENUS PAR L'ASSOCIATION**

Les comptes annuels sont établis en euros. Les conventions générales comptables pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2023 ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement n° 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- règlement ANC n° 2019-04 relatif aux comptes des activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 15 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.

## **2.2 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE ET DE PRESENTATION**

Aucun changement de méthode comptable et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## **2.3 CHANGEMENT DE METHODE D'ESTIMATION**

Aucun changement de méthode d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## **2.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est intervenu à ce jour.

## **2.5 ORGANISATION COMPTABLE**

Le Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (GOSB) présente les comptes de son action au sein de comptes annuels qui correspondent à une seule entité juridique possédant la personnalité morale et la capacité de gérer les établissements qui lui sont attachés sous le contrôle de tiers financeurs.

La comptabilité de l'association est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à un établissement.

## **2.6 COMPTES DE LIAISON**

Toutes les opérations internes réalisées entre le siège et les établissements d'une part, et entre les établissements d'autre part, sont comptabilisées dans des comptes de liaison. Les opérations sont distinguées selon qu'elles se réfèrent à de l'investissement, de l'exploitation ou de la trésorerie. Les flux étant enregistrés de manière symétrique et sur la même période, les comptes de liaison présentent un solde nul au niveau de l'association à la fin de l'exercice.

### 3. NOTES SUR LE BILAN

#### 3.1 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

**Dépréciation des immobilisations** : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif. Aucune dépréciation n'a été constatée.

#### ETATS DES IMMOBILISATIONS

Etat des immobilisations (en euros)	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virements de poste à poste	Valeur brute fin exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement					-
Logiciels	39 430			- 12 881	26 549
Frais d'établissement					-
<b>Total des Immobilisations Incorporelles ( I )</b>	<b>39 430</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 12 881</b>	<b>26 549</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains	1 500 000				1 500 000
Constructions	15 292 705				15 292 705
Installations techniques et Matériels	583 811	33 512			617 323
Agencements et Aménagements	758 624	82 494			841 118
Matériel de transport	25 275				25 275
Matériel de bureau , inform. et mobilier	606 945	10 580		12 881	630 407
Autres immobilisations Corporelles	1 181				1 181
Immobilisations en cours	14 333				14 333
Avances et acomptes	9 412	8 039	9 412		8 039
<b>Total des Immobilisations Corporelles ( II )</b>	<b>18 792 286</b>	<b>134 625</b>	<b>9 412</b>	<b>12 881</b>	<b>18 930 381</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Autres immobilisations financières	99 898	3 284			103 182
<b>Total des Immobilisations Financières ( III )</b>	<b>99 898</b>	<b>3 284</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>103 182</b>
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS ( I + II + III )</b>	<b>18 931 614</b>	<b>137 910</b>	<b>9 412</b>	<b>-</b>	<b>19 060 112</b>

Les acquisitions ont été les suivantes :

- Installations techniques et matériels : 13 224 € de matériel médical et 20 288 € de matériel ;
- Agencements et Aménagements : 82 494 € d'agencements ;
- Matériel de bureau, informatique et mobilier : 8 977 € de matériel informatique et 1 603 € de mobilier de bureau.

### 3.2 AMORTISSEMENTS

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les taux retenus sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Amortissement pour dépréciation
Constructions	2% à 10%
Agencements installations	5% à 10%
Matériel de bureau	20% à 33,33%
Mobilier de bureau	10% à 33,33%
Matériel médical	10% à 20%

#### ETATS DES AMORTISSEMENTS

Etat des amortissements (en euros)	Montant début exercice	Augmentation : Dotation de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant fin exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Logiciels	39 430		- 12 881	26 549
Frais d'établissement				-
<b>Total des Immobilisations Incorporelles ( I )</b>	<b>39 430</b>	<b>-</b>	<b>- 12 881</b>	<b>26 549</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions	6 428 422	594 957		7 023 379
Installations techniques et Matériels	486 241	27 306		513 547
Agencements et Aménagements	448 642	60 196		508 838
Matériel de transport	17 693	2 528		20 220
Matériel de bureau , inform. et mobilier	539 923	30 300	12 881	583 104
Autres immob. Corporelles	1 181	-		1 181
Immobilisations en cours				-
<b>Total des Immobilisations Corporelles ( II )</b>	<b>7 922 101</b>	<b>715 287</b>	<b>12 881</b>	<b>8 650 269</b>
<b>TOTAL DES AMORTISSEMENTS ( I+ II )</b>	<b>7 961 531</b>	<b>715 287</b>	<b>- 0</b>	<b>8 676 818</b>



### 3.3 CREANCES

#### ETATS DES CREANCES

Etat des créances (en euros)	Montant brut 2023	Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Autres	103 182		103 182
<b>De l'actif circulant</b>			
Créances usagers et comptes rattachés	643 782	643 782	
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés	1 120	1 120	
Sécurité sociale et organismes sociaux	42 035	42 035	
Etat et collectivités publiques			
Débiteurs divers	753 086	753 086	
<b>Charges constatées d'avance</b>	93 205	93 205	
<b>TOTAL</b>	<b>1 636 410</b>	<b>1 533 228</b>	<b>103 182</b>

#### 3.3.1 Actif immobilisé

Les autres créances de l'actif immobilisés sont des dépôts et cautionnements.

#### 3.3.2 Actif circulant

Les factures à établir, comprises dans les créances usagers et comptes rattachés, s'élèvent à 48 625 € et relèvent uniquement de l'IMP.

Les débiteurs divers comprennent les subventions à recevoir suivantes :

- Subventions de la Caisse d'Assurance Maladie pour les 2 centres de santé : 192 360 € ;
- Subventions de la CAF pour les 3 crèches : 212 260 € ;
- Subvention de l'ARS pour le projet de sevrage tabagique du CSB : 29 451 € ;
- Subvention de l'ARS (contrat de stabilisation) pour le CSB : 18 866 € ;
- Subvention du Conseil Régional d'Ile-de-France pour les travaux d'agrandissement du CSB et pour l'acquisition d'équipements : 87 606 €.

#### 3.3.3 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 93 205 € se rapportent uniquement à des charges d'exploitation de 2024.

### 3.4 PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES CREANCES

Etat des provisions (en euros)	Montant début exercice	Augmentation : Dotation de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Transfert vers fonds dédiés	Montant fin exercice
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>					-
Sur créances clients	176 360	45 789			222 149
Sur autres créances	33 723				33 723
<b>Total des provisions pour dépréciation</b>	<b>210 083</b>	<b>45 789</b>	-	-	<b>255 872</b>
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	45 789			
	- financières				
	- exceptionnelles				

### 3.5 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET AUTRES TITRES

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Nombre de parts	Valeur nominale	Montant (en euros)
Parts sociales SLE CEIDF PARIS EST	2 025	20	40 500,00
CCOOP PART MARCHES DOMESTIQUES	626	15,25	9 546,50
<b>TOTAL</b>	<b>2 651</b>		<b>50 046,50</b>

Pour les placements, une dépréciation est constatée dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle étant supérieure au coût d'acquisition, aucune provision n'a été constatée.

### 3.6 DISPONIBILITES

Les disponibilités incluent des placements sur des comptes sur livrets à hauteur de 44 970 €.

Concernant la trésorerie courante, les comptes fusionnés des différents établissements, situés dans une même banque, font l'objet d'une compensation entre soldes négatifs et soldes positifs de telle sorte qu'apparaît le solde net à la rubrique « Disponibilité » du bilan, pour un total de 1 979 243 € (solde des caisses et intérêts courus à payer y compris).

Cette trésorerie se décompose comme suit :

Solde bancaire des Etablissements	Solde positif en €	Solde négatif en €
Protection Maternelle Infantile	227 304	
Institut Médico Educatif	1 044 619	
Crèche Françoise Lagrange	559 669	
Crèche Les Passerelles		419 603
Multi-accueil de Belleville	333 931	
Centre de Santé Sexuelle	283 410	
Centre de Santé de Belleville	837 329	
Centre de Santé de Villepinte	1 164 930	
Siège		1 962 875
Développement		672 902
CSL Associatis	534 410	
Livret A	44 970	
<b>TOTAL</b>	<b>5 030 570</b>	<b>3 055 380</b>
Solde des caisses tous établissements confondus	4 053	
Intérêts courus à payer		
<b>TOTAL</b>	<b>5 034 623</b>	<b>3 055 380</b>
<b>Montant des disponibilités</b>	<b>1 979 243</b>	

### 3.7 FONDS PROPRES

#### 3.7.1 Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Correction	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	694 002					694 002
Fonds propres avec droit de reprise	-					-
Ecart de réévaluation	1 500 000					1 500 000
Réserves	1 190 817					1 190 817
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>661 792</i>					<i>661 792</i>
Report à nouveau	- 2 379 595	- 809 122				- 3 188 717
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>17 348</i>	<i>- 88 030</i>				<i>- 70 682</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	- 809 122	809 122			401 415	401 415
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 624 490</i>	<i>624 490</i>			<i>49 022</i>	<i>49 022</i>
<b>Situation nette</b>	<b>196 102</b>	<b>-</b>			<b>401 415</b>	<b>597 517</b>
Subventions d'investissement	5 986 936		- 79 404 <sup>(1)</sup>	1 658 <sup>(2)</sup>	- 439 820	5 469 370
Provisions réglementées	-					-
<b>TOTAL</b>	<b>6 183 038</b>	<b>-</b>		<b>1 658</b>	<b>- 38 405</b>	<b>6 146 291</b>

(1) Le montant indiqué dans la colonne correction (- 79 404) correspond à un ajustement des subventions d'investissement, attendu aux comptes 468 (4686 Autres charges à payer et 4687 subventions à recevoir).

(2) Le montant indiqué dans la colonne augmentation correspondant à un transfert des fonds dédiés aux subventions d'investissement.

#### 3.7.2 Résultat comptable et résultat effectif

**Le résultat comptable** de l'association est déterminé par différence entre les produits et les charges. Il comprend :

- Le résultat définitivement acquis des activités en propre = « résultat comptable sous gestion propre » ;
  - Les résultats sous contrôle du tiers financeur = « résultat comptable sous gestion contrôlée ».
- La reprise d'excédents antérieurs vient augmenter les excédents de l'exercice.

C'est ce résultat qui est certifié par le commissaire aux comptes et qui est approuvé par l'Assemblée Générale.

Tableau de répartition du résultat comptable	2023	2022
Résultat comptable global	401 415	- 809 122
<i>Dont résultat comptable sous gestion propre</i>	<i>352 393</i>	<i>- 184 622</i>
<i>Dont résultat comptable sous gestion contrôlée</i>	<i>49 022</i>	<i>- 624 490</i>

Le résultat comptable se répartit comme suit :

Établissements	2023	2022
Protection Maternelle et Infantile	-7 295 -	35 666
Centre de Santé Sexuelle	26 129 -	9 340
Institut Médico Educatif	19 459	1 210 443
Crèche Les Passerelles	-219 273 -	170 904
Crèche Françoise Lagrange	199 163 -	189 285
Multi-Accueil de Belleville	30 839 -	22 980
Provision pour risque de reversement	-	1 406 757
<b>Gestion contrôlée</b>	<b>49 022 -</b>	<b>624 490</b>
Centre de Santé de Belleville	38 081 -	332 980
Centre de Santé de Villepinte	253 564	190 710
Siège	60 747 -	42 363
<b>Gestion propre</b>	<b>352 393 -</b>	<b>184 632</b>
<b>RESULTAT COMPTABLE GLOBAL</b>	<b>401 415 -</b>	<b>809 122</b>

Par ailleurs le règlement ANC n° 2019-04 introduit une nouvelle notion de **résultat effectif**, qui correspond au résultat comptable de l'exercice de l'association, corrigé des reprises de résultats des années antérieures.

Le résultat de l'association résulte de la compensation entre les excédents de certains établissements ou services avec les déficits de certains établissements ou services. Compte-tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent exister de fait.

Tableau de détermination du résultat effectif global	2023	2022
Résultat comptable	401 415 -	809 122
Reprise du résultat antérieur	91 807	177 153
<b>Résultat effectif global</b>	<b>493 222 -</b>	<b>631 969</b>
Dont résultat effectif sous gestion propre	352 393 -	184 632
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	140 829 -	447 337

Le résultat effectif global se décompose comme suit :

Établissements	2023	2022
Protection Maternelle et Infantile	28 756	- 9 220
Centre de Santé Sexuelle	26 129	- 9 340
Institut Médico Educatif	75 215	1 318 727
Crèche Les Passerelles	- 219 273	- 156 319
Crèche Françoise Lagrange	199 163	- 165 802
Multi-Accueil de Belleville	30 839	- 18 625
<b>Gestion contrôlée</b>	<b>140 829</b>	<b>- 447 337</b>
Centre de Santé de Belleville	38 081	- 332 980
Centre de Santé de Villepinte	253 564	190 710
Siège	60 747	- 42 363
<b>Gestion propre</b>	<b>352 393</b>	<b>- 184 632</b>
<b>RESULTAT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>493 222</b>	<b>- 631 969</b>

Note sur le résultat sous gestion contrôlée (qu'il soit comptable ou effectif) :

- Le résultat de l'IMP n'appartient pas juridiquement au GOSB car l'IMP est sous la gestion contrôlée de l'ARS qui est seule décisionnaire de l'affectation de son résultat ;
- Les résultats déficitaires sous gestion contrôlée ne sont pas systématiquement repris par le tiers financeur. Cela peut donc affecter les fonds propres du GOSB.

### **3.7.3 Subventions d'investissement**

Au 31 décembre 2023, le montant des subventions reçues et/ou totalement engagées ont fait l'objet :

- de virement au compte de résultat pour 439 820 € en contrepartie des amortissements pratiqués et du taux de réalisation du programme concerné.

### 3.8 FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		REPORTS/DOT/REPRISES		UTILISATIONS			TRANSFERTS		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	Dont CNR accordés	MONTANT	Dont CNR accordés	MONTANT GLOBAL	Dont CNR accordés	Dont rembour- sements	MONTANT	Dont CNR accordés	MONTANT GLOBAL
<b>FONDS DEDIES D'INVESTISSEMENT</b>										
<b>Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement des investissements</b>										
IMP - provision pour renouvellement des immobilisations	929 631				51 646					877 985
IMP - provision pour réparations	127 169	127 169								127 169
IMP - Travaux cours	19 158				2 516					16 642
IMP - provision pour travaux	279 816				611					279 205
<b>Total Fonds dédiés d'investissement ( I )</b>	<b>1 355 774</b>	<b>127 169</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54 773</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 301 001</b>
<b>FONDS DEDIES D'EXPLOITATION</b>										
<b>Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement de mesures d'exploitations</b>										
Autres fonds dédiés (crèches)	15 118									15 118
<b>Subventions d'exploitation</b>										
CSB - ARS renforcement psychologique	21 773		54 887		21 773					54 887
CSB - ARS sevrage tabagique	5 799		19 550					- 1 658		23 691
<b>Total Fonds dédiés d'exploitation ( II )</b>	<b>42 690</b>	<b>-</b>	<b>74 437</b>	<b>-</b>	<b>21 773</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 1 658</b>	<b>-</b>	<b>93 696</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II )</b>	<b>1 398 464</b>	<b>127 169</b>	<b>74 437</b>	<b>-</b>	<b>76 546</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 1 658</b>	<b>-</b>	<b>1 394 697</b>

Les fonds dédiés à des projets émanent de la subvention versée par les financeurs. Cette dernière signifie formellement à l'association qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet ou d'un risque défini.

A la demande de l'Agence Régionale de Santé :

Le fonds dédié d'investissement « Travaux cour » est un CNR utilisé. Il est repris au même rythme que les amortissements des immobilisations financées par ce CNR.

### 3.9 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Etat des provisions (en euros)	Montant début exercice	Augmentation : Dotation de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Transfert vers fonds dédiés	Montant fin exercice
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>					
Provisions pour risques	1 413 757	150 598	7 000		1 557 355
Provisions pour charges					-
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>1 413 757</b>	<b>150 598</b>	<b>7 000</b>	<b>-</b>	<b>1 557 355</b>
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	5 725	7 000		
	- financières				
	- exceptionnelles	144 873			

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par l'association pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste non définitivement connu à la date d'arrêté des comptes.

### 3.9.1. Provisions pour risques

Les provisions pour risques comprennent les provisions suivantes :

- Une provision pour risque de remboursement à l'ARS d'un montant de 1 406 757 € a été constituée (NB : cette provision a été imputée sur l'exercice 2022).
- Des provisions pour un risque de redressement CAF/PSU 2021 pour 144 873 € :
  - CLP : 88 036,50 €
  - MAB : 4 298,29 €
  - CFL : 52 537,87 €
- Des provisions pour risque de reversement de CP sur les arrêts maladies anciens, pour certains salariés, pour un montant total de 5 725 € :
  - IMP : 1 645,81 €
  - CLP : 2 199,91 €
  - CFL : 1 879,72 €

### 3.10 DETTES

#### ETATS DES DETTES

Etat des dettes	Montant brut 2023	Échéances à moins 1 an	Échéances de 1 à 5 ans	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
A 1 an maximum à l'origine				
A plus de 1 an à l'origine	2 677 255	449 518	1 034 811	1 192 926
Emprunts et dettes financières divers	236 152	13 784	210 935	11 432
Fournisseurs et comptes rattachés	465 264	465 264		
Personnel et comptes rattachés	308 459	308 459		
Sécurité sociale et organismes sociaux	481 735	481 735		
Etat et collectivités publiques	62 538	62 538		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 598	11 598		
Autres dettes	82 575	82 575		
Produits constatés d'avance	354 417	354 417		
<b>TOTAL</b>	<b>4 679 993</b>	<b>2 229 889</b>	<b>1 245 746</b>	<b>1 204 358</b>

### 3.10.1 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (en euros)	Durée (mois)	Taux %	Date début	Date fin	Capital emprunté	Capital restant dû au 31/12/23	Montant de l'échéance trimestrielle	Intérêts courus non échus au 31/12/23	Montant des intérêts payés in fine	Remarque
Crédit Coopératif	186	3,39	23/2/14	23/8/29	690 000	311 589	14 968	1 115	-	Echéancier de remboursement renégocié en 2020 en raison de la Covid-19
Crédit Coopératif	186	3,39	23/2/14	23/8/29	240 000	108 379	5 206	388	-	
Caisse d'Epargne Ile-de-France	306	4,42	14/11/12	15/5/39	2 000 000	1 514 697	33 877	8 555	-	
Caisse d'Epargne Ile-de-France	72	0,25	4/6/20	4/5/26	1 200 000	731 007	25 859	387	-	Prêt garanti par l'Etat avec remboursement du capital à partir de la 2ème année

### 3.10.2 Emprunts et dettes financières diverses

Emprunts et dettes financières diverses (en euros)	Durée	Taux	Date début	Date fin	Capital emprunté	Capital restant dû au 31/12/2023	Montant de l'échéance trimestrielle	Intérêts courus non échus au 31/12/2023	Intérêts payés in fine	Remarque
France Active	84 mois	2,00%	03/11/2022	03/11/2029	100 000	83 152	3 836	277	-	
FCP Insertion Emploi Dynamique = FCP IED	60 mois	2,00%	23/09/2022	23/09/2027	100 000	102 000	-	566	10 408	Capital et Intérêts payés in fine
FCP HGA Action Solidarité Emploi Santé = FCP HGA-ASES	60 mois	2,00%	20/09/2022	20/09/2027	50 000	51 000	-	295	5 204	Capital et Intérêts payés in fine



### **3.10.3 Fournisseurs et comptes rattachés**

Les factures non parvenues, comprises dans les « Fournisseurs et comptes rattachés », s'élèvent à 214 682 €.

### **3.11 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

Les produits constatés d'avance concernent :

- les subventions de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France (ARS) en faveur des projets du Centre de Santé de Belleville :
  - 154 417,33 €
- les subventions de la ville de Paris en faveur des 3 crèches :
  - 200 000 €

### **3.12 ENGAGEMENTS HORS BILAN**

#### **3.12.1 Engagements hors bilan non comptabilisés**

La Compagnie Européenne de Garanties et cautions NATIXIS GARANTIES s'est portée caution des trois contrats d'emprunts en cours, dont un auprès de la Caisse d'Épargne et deux auprès du Crédit Coopératif.

La circularisation bancaire mentionne la caution de la CEGC auprès de la Caisse d'Epargne : garanties caution (convention) pour un montant de 1 136 022,48 €.

#### **3.12.2 Engagements hors bilan comptabilisés**

Etat des engagements (en euros)	Montant restant à courir	Échéances à moins 1 an	Échéances de 1 à 5 ans
Contrats de crédit-bail	45 603	22 162	23 441
Autres engagements exceptionnels donnés	15 612	3 060	12 612
<b>TOTAL</b>	<b>61 215</b>	<b>25 222</b>	<b>36 053</b>

## **4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

### **4.1 PRODUITS DES ACTIVITES**

Les prestations de service comprennent :

- Activités sous gestion propre pour un montant de 3 185 196 € se décomposant comme suit :
  - les consultations des 2 centres de santé : 3 094 196 € ;
  - la location d'une partie des locaux du CSB au GHU PARIS : 91 000 € ;
- Activités sous gestion contrôlée pour un montant de 876 597 € se décomposant comme suit :
  - Les facturations des crèches relatives aux participations des familles : 793 339 € ;
  - Les consultations du CSS (dont dépistage IST), frais de laboratoire et médicaments remboursés : 34 466 €
  - Les consultations la PMI : 48 792 €

### **4.2 CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**

Les concours publics et subventions d'exploitation comprennent :

- Activité sous gestion propre pour un montant de 221 500 € se décomposant comme suit :
  - Subvention ARS sevrage tabagique : 28 913 €
  - Subvention ARS soutien psy : 150 537 €
  - Contribution ARS contrat de stabilisation : 42 050 €
- Activité sous gestion contrôlée intégrant :
  - Les tarifications à la journée de l'IMP : 2 136 542 € ;
  - Les subventions de la Ville de Paris pour la PMI, le CSS et les 3 crèches : 1 350 430 € ;
  - Les subventions de la CAF pour les 3 crèches : 1 508 660 €.

#### **4.3 AUTRES PRODUITS**

Les autres produits comprennent essentiellement les frais de siège et les subventions de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie pour les deux centres de santé.

##### **4.3.1 Frais de siège**

Les charges de fonctionnement et de salaires du siège sont prises en charge par les autres établissements sauf les amortissements.

Ces charges sont comptabilisées pour un montant de 560 551 €.

Il convient donc pour neutraliser ces opérations comptables de soustraire la somme de 560 551 € en charges et produits.

##### **4.3.2 Subventions de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie**

Les subventions de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie pour les 2 centres de santé s'élèvent à 617 470 €.

#### **4.4 CHARGES A PAYER**

Les charges à payer comptabilisées au 31 décembre 2023 comprennent :

- La provision pour congés payés qui correspond aux droits acquis par les salarié.e.s au 31 décembre 2023. Cette provision s'élève à 409 796 € (charges patronales comprises).

#### **4.5 REGIME FISCAL**

L'association n'est soumise ni à la TVA ni à l'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités.

Cependant, conformément à l'article 206-5 du Code Général des Impôts, elle paie un impôt sur ses revenus locatifs.

#### **4.6 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Le règlement ANC n° 2018 – 06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif impose aux associations l'obligation de valoriser et de comptabiliser les Contributions Volontaires en Nature (CVN). Les CVN sont comptabilisées dans des comptes de la classe 8, au débit et au crédit et sont présentés au pied du compte de résultat dans la rubrique « Contributions Volontaires en nature ».

En 2023, les bénévoles ont consacré 353 heures à l'association. Cela correspond à 0,19 ETP. Ces heures de bénévolat ont été valorisés au taux du SMIC horaire, charges patronales comprises, pour un montant total de 5 649 €.

### **5. AUTRES INFORMATIONS**

#### **5.1. EFFECTIFS**

Au 31 décembre 2023, les effectifs du GOSB s'élèvent à 143,04 ETP pour 184 salarié.e.s.

#### **5.2. REMUNERATIONS DES PLUS HAUTS DIRIGEANTS DE L'ASSOCIATION**

Les membres du Conseil d'Administration, du Bureau, de l'Assemblée Générale sont tous bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur Général.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle. Par ailleurs aucun des trois plus hauts cadres dirigeants ne bénéficient pas d'avantage en nature.

#### **5.3. HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice 2023, facturés au titre du contrôle légal des comptes, s'élève à 14 112 € TTC.

#### 5.4. CONTENTIEUX

Un marché de travaux relatif à l'extension et à la restructuration des locaux du GOSB a été signé le 28 novembre 2011 avec Demathieu et Bard Immobilier pour un prix global et forfaitaire d'un montant de 7 500 000 € H.T.

Ce marché a fait l'objet de deux avenants signés : le premier le 20 février 2012 pour un montant de 304 136,94 € H.T. et le second le 23 décembre 2013 pour un montant de 407 841,95 € H.T.

Le GOSB a émis des réserves lors de la livraison des travaux le 25 février 2015.

Le 26 mai 2015, la société Demathieu et Bard Immobilier sollicitait du GOSB une rémunération complémentaire d'un montant global de 3 394 005,22 € HT correspondant aux préjudices subis pendant toute la durée de réalisation des travaux contractés avec le GOSB.

Pour le GOSB, sur le plan strictement juridique, les demandes de la société Demathieu Bard Immobilier ne sont pas fondées car les demandes d'indemnisation correspondent à des sommes déjà intégrées dans les avenants.

A la demande de l'avocat du GOSB, plusieurs constats par voie d'huissier ont été effectués le 28 novembre 2019 concernant les malfaçons qui découlent des travaux effectués par Demathieu et Bard Immobilier.

L'avocat du GOSB considère que le GOSB ne doit rien à Demathieu et Bard Immobilier.

À l'issue de l'audience du 9 février 2021, la demande de provision de la société Demathieu et Bard Immobilier a été rejetée par le juge du tribunal et une mesure d'expertise a été prononcée.

L'expert judiciaire a rendu ses conclusions en novembre 2023. Dans son rapport, il propose de retenir la somme de 1.033.000€ HT due par le GOSB, décomposée comme suit :

- 1 100 000 € de préjudice « allongement des délais de 9 mois », diminué de 67 000 € correspondant à la valorisation des travaux de réparation dus au GOSB, soit un total de 1 033 000 €.

. La procédure judiciaire se poursuit et, bien que cette expertise propose de retenir un montant nettement inférieur aux demandes initiales de l'entreprise de construction, le GOSB maintient sa position sur l'absence de fondement des demandes de Demathieu et Bard Immobilier.

La prochaine audience est fixée au mois d'octobre 2024. À la suite de la remise de ce premier rapport d'expertise, la procédure suivra son cours et le GOSB contestera le montant proposé. Ainsi, aucun montant possiblement dû par le GOSB ou par Demathieu et Bard ne peut à ce jour être arrêté.



**Audit - Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **GROUPE D'ŒUVRES SOCIALES DE BELLEVILLE « GOSB »**

Association sans but lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 162, rue de Belleville  
75020 PARIS

SIRET : 775.695.752.00011

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

---

## **GROUPE D'ŒUVRES SOCIALES DE BELLEVILLE - « GOSB »**

Association sans but lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 162, rue de Belleville  
75020 PARIS  
SIRET : 775.695.752.00011

---

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

#### **Aux Adhérents de l'Association GROUPE D'ŒUVRES SOCIALES DE BELLEVILLE**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

#### **Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

#### **Conventions relevant des articles L.313-25 et R.314-59 du Code de l'action sociale et des familles**

##### Objet

Rémunérations et avantages de toute nature versés aux Administrateurs, Dirigeants, et Directeurs d'établissement, tant par la gestion contrôlée que par la gestion propre, soit directement ou indirectement par personne interposée.

##### Personnes concernées et effets

La rémunération totale perçue par les personnes visées par les articles L.313-25 et R.314-59 du code de l'action sociale et des familles s'élève à 227 375€ pour 4,81 ETP dont vous trouverez le détail en annexe.

Fait à Paris, le 18 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO



Jean-Yves MACÉ